

Montréal, Avril 1931

Démocratie et féminisme

Par Jean BRUCHESI

LA REVUE MODERNE

Revue mensuelle

Président-Directeur:
Noël - E. LANOIX

Rédacteur en chef Jean BRUCHESI
Pages Féminines MARJOLAINE
Bureaux: 320 est, rue Notre-Dame
Tél. HARbour 6195

Représentants:
G.-M. RAE, Toronto
J.-W. HASTIE, New-York
Franklin-E. WALES, Chicago
Thomas-J. STOBART, Londres, Ang.

Sommaire

Démocratie et féminisme.....	3
Jean BRUCHESI	
Conte de Pâques.....	4
Jean RAMEAU	
Louis Arnould.....	5
Jean BARDEAU	
En marge d'un sermon.....	5
MARJOLAINE	
Quelques expositions de peintures.....	7
Henri GIRARD	
Quelques livres.....	8-9
Rex DESMARCHAIS, Renée des ORMES, Jean BRUCHESI	
Calme.....	9
Paul COZE	
Chronique musicale.....	10
Romain Oct. PELLETIER, Auguste DESCARRIES	
Les Oeufs de Pâques.....	11
Marc HELYS	
Les commandements du journaliste.....	11
P. C.	
Un cas de folie.....	45
Eugène FOURRIER	
Eve au miroir, <i>Celia Caroline Cole</i>	18
Les planchers.....	24
Modes.....	28-33
Vive le fromage.....	41
Le courrier du mois.....	43
Conseils de Manette.....	46
Pourquoi ne pas les laver?.....	47
Pour amuser les enfants.....	49
La Petite Poste.....	50
MARJOLAINE	
De tout un peu.....	4
Un voyage en France.....	5
Le beau parler.....	11
La vie canadienne.....	12
EN COLLABORATION	

ROMAN

Le Baron d'Ombre

Par Guy D'AVELINE

Le baron d'Ombre s'est épris d'une jeune fille qui a dû, à la suite de rudes épreuves, accepter un poste de lectrice dans un château de mystère et de silence. L'amour transfigure le vieux manoir naguère dévasté par le mal d'aimer. 13

L'EMANCIPATION est un mot et une chose à la mode. Les moralistes de notre temps ne cessent d'épiloguer sur la tendance générale qui pousse individus et sociétés à rejeter toute tutelle. L'histoire est pleine de ces manifestations plus ou moins violentes dirigées contre l'autorité. On ne compte plus, suivant le mot d'un penseur, les charniers de la liberté et de l'égalité qui sont comme autant d'étapes dans la succession des siècles. Sous des apparences trompeuses, et bien que les termes n'aient pas été les mêmes, une forme quelconque de l'esclavage a toujours subsisté en ce monde. Les peuples s'y sont soumis ou complus jusqu'au jour où le besoin de changement les a poussés à chercher inconsciemment une autre forme. Car toute autorité détruite sera aussitôt remplacée par une nouvelle autorité et toute émancipation se fera au détriment d'une liberté quelconque. Exceptons de cette théorie, illustrée par l'histoire, la seule émancipation véritable que le Christianisme apportait au monde, il y a plus de dix-neuf siècles, et dont les étapes n'ont pas encore fini de se dérouler.

La démocratie triomphante, reposant sur les droits de l'homme et mettant dans le peuple la source illusoire du pouvoir, a entraîné, à peu près partout, la destruction d'un équilibre de forces indispensable à la vie normale des Etats, et livré l'autorité à la discussion du forum. Bercés par les faux dogmes de la liberté, de l'égalité et d'une fraternité qui ne voulait plus s'inspirer de l'Evangile, les hommes sont devenus les esclaves d'une civilisation matérialiste, de la machine brutale et des puissances d'argent. Et ce qui se produisit dans les grandes sociétés politiques qu'on appelle Etats est arrivé de même dans cette plus petite société qui est à la base des Etats: la famille.

Nombreux ceux qui, pour justifier leurs théories et leurs réclamations, ont condamné ou condamnent d'un mot les siècles passés et les systèmes anciens comme s'il n'y avait pas des principes invariables dans tous les temps et sous toutes les latitudes. A les croire, la révolution, qui marqua la fin du XVIIIe siècle, aurait apporté le bonheur sur la terre, le redressement de tous les torts et mis fin à une ignominie sans exemple. Il apparaît, au contraire, qu'un tel événement a brusqué une évolution qui se devait d'être progressive et lente.

Sans aucun doute, la grande victime des révolutions, depuis cent cinquante ans, a été la famille. Et, comme on ne peut pas toucher à la famille sans ébranler tout l'édifice social, il ne faut pas s'étonner que le déséquilibre caractérise notre époque et que la notion des vraies valeurs se soit perdue. Les révolutionnaires ont proclamé l'émancipation de l'homme. Mais une émancipation se fait toujours au détriment de quelque chose. La machine a facilité le travail, intensifié la production. Mais l'homme est l'esclave de la machine; la femme aussi. La démocratie, offerte comme palliatif ou remède à tous les maux, a rabaisé les vraies valeurs, au nom d'une égalité par en bas, et placé sous l'emprise des puissances d'argent les éléments essentiels à la vie des sociétés: famille, croyances, traditions, honneur, devoir, etc. Léon Daudet affirme: "Quand l'homme descend, la femme monte". Dans cette transformation extraordinaire de notre monde — transformation accrue par les prodigieux progrès de la science — on serait, au contraire, porté à croire que l'homme a entraîné la femme dans sa descente, ou du moins qu'il s'apprête à l'y entraîner.

Depuis quelque temps, on parle beaucoup de féminisme dans notre province, sans toujours dissimuler certaines ambitions. Et le féminisme est devenu une espèce de voile dont on recouvre les revendications les plus raisonnables comme aussi les plus extravagantes. Il paraît — et la pacifiste Miss Macphail a cru bon de nous le redire — que les femmes du Québec sont deux cents ans en arrière du reste du monde. Il paraît encore que les femmes de notre province sont victimes d'un certain esclavage, lequel — c'est encore Miss Macphail qui parle — serait assez conforme à l'idée qu'un Français se fait d'une épouse. Partout à travers le monde, l'émancipation de la femme progresse; et nous apprenions, ces jours derniers, que la valeur de la femme avait monté... à Zanzibar, où une personne du beau sexe vaut aujourd'hui une vache au lieu de deux chèvres comme auparavant... Partout et en tout, la femme devient l'égal de l'homme... Mais nos jolies soeurs françaises du Québec en sont encore aux vieilles formules.

Il serait à souhaiter que la femme d'aujourd'hui occupe, dans la famille et la société, la place que sa sœur du Moyen Age féodal et de l'Ancien Régime y occupait. En ces temps... barbares, la famille reposait sur la femme; et, sans nous arrêter à des exceptions qui confirment la règle, c'est alors que la parole récente du pape Pie XI aurait reçu sa plus complète application: "Comme l'homme possède la primauté du gouvernement, la femme peut et doit revendiquer comme sienne la primauté de l'amour".

Dans un livre débordant de verve, dont presque chaque page est un faisceau de lumières, même un peu crues parfois, livre étincelant que seul Léon Daudet pouvait nous donner et qu'il n'a pas écrit pour les toutes jeunes filles, *La Femme et l'Amour* (1), le magnifique écrivain affirme, entre autres choses, que l'incapacité de la femme, en matière de droits civils, date de la Révolution française. L'éblouissant polémiste peut être classé — dans la mesure où une telle expression s'applique à des êtres mortels — parmi les plus fervents "adorateurs" de la femme. C'est à elle qu'il consacre son livre, "à sa beauté, au soulagement qu'elle procure à l'homme, ici-bas, par l'amour et la gamme de ces sentiments qui vont de l'enthousiasme à la pitié". Aussi bien, il n'en parle pas au hasard. Miss Macphail, au lieu de déplorer le sort des Québécoises, aurait mieux fait de s'enfermer dans sa chambre et de lire l'ouvrage de Léon Daudet pour y apprendre que l'épouse, d'après la conception française, n'est pas une personne qui amuse son mari, encore moins une espèce d'étoile de vaudeville... Mais, à tout bien considérer, puisque Miss Macphail a choisi le célibat, dont un magistrat du XVIIIe siècle disait que c'était l'état le moins douteux, qu'a-t-elle besoin de savoir cela?

En quoi, nos épouses, nos mères et nos soeurs sont-elles deux cents ans et même plus en arrière des autres? Est-ce parce qu'elles n'ont pas le droit de voter? La belle affaire! D'abord, le vote pris comme expression d'une volonté, d'un désir ou d'une idée, dans l'administration de la chose publique, ne date pas d'aujourd'hui. Au temps où les communautés de village existaient les hommes votaient pour les problèmes qui les intéressaient particulièrement; les femmes de même. Aujourd'hui, n'importe qui peut se prononcer sur n'importe quoi, avec ce résultat que les manifestations de la volonté populaire ne veulent rien dire, sauf lorsqu'il se produit ces mouvements de masse dont l'histoire renferme de nombreux exemples. Et puis, les femmes du Québec tiennent-elles tellement à voter alors que des quantités d'hommes se désintéressent du vote dans sa formule actuelle?

Quant à l'exercice des droits appelés civils, nous n'irons pas jusqu'à dire, avec Léon Daudet, que le code Napoléon, dont notre code civil est presque une transposition, soit "une des hontes de notre temps", et que la femme soit "brutalisée, emprisonnée légalement, juridiquement, moralement" par ce "code imbécile et brutal" dont l'auteur était une "géniale brute et un mysogine".

Les transformations et les bouleversements de notre vie sociale, économique et politique ont entraîné des obligations nouvelles pour les hommes comme pour les femmes. Certaines prescriptions, dont ces dernières étaient l'objet, n'ont plus leur raison d'être. On est en train de les supprimer progressivement. C'est très bien. La femme québécoise pourra désormais être tutrice de ses enfants. La femme mariée pourra disposer de son salaire — ce que la femme française a le droit de faire depuis 1907 — et pourvoir elle-même au emploi de ses économies. Mariée sous le régime de la séparation, elle n'aura plus besoin de l'autorisation maritale pour disposer de ses biens meubles, et il lui sera loisible d'être témoin à un testament. Rien à dire là-dessus. Mais il ne faut pas que le mouvement féministe, déclenché et poursuivi pour amener la soi-disant émancipation de la femme, ait pour résultat la destruction de l'ordre familial. Car, au XXe siècle, la femme est physiquement, moralement, intellectuellement différente de l'homme, supérieure à lui sur certains points, inférieure sur d'autres. La famille doit continuer de reposer sur la collaboration de l'homme et de la femme, comme l'autorité doit, en fin de compte, demeurer une. Qu'il s'agisse de la famille ou de la société, l'autorité supérieure n'appartient pas à tous, et le commandement suprême ne se divise pas.

(1) *La Femme et l'Amour* — chez Flammarion, 1930.